

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 13 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*
Stukken van de Raad, 394 (2001-2002), nrs 1 en 2.
Volledig verslag — Openbare zitting van 6 november 2002.
Bespreking, stemming.

F. 2002 — 4110

[C - 2002/28096]

7 NOVEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrétant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en date du 1^{er} octobre 2002 conduit à un classement des systèmes d'épuration individuelle de moins de 100 équivalents-habitants en classe 2 en l'absence d'arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales de ces systèmes d'épuration, qu'un tel classement conduit à ce que toutes les habitations situées en zone d'épuration individuelle basculent dans le régime du permis unique, que dès lors l'autorité compétente pour fixer les conditions d'exploiter de ces systèmes serait le collège des bourgmestre et échevins de la commune concernée, qu'à défaut des conditions sectorielles ou intégrales fixées par le Gouvernement il existe un risque important de voir ces installations soumises à des conditions d'exploiter disparates voire inadaptées, qu'une telle dérégulation doit à tout prix être évitée pour assurer l'intégration optimale de ces systèmes placés en zone d'épuration individuelle dans la politique régionale d'épuration, politique qui accorde à l'épuration individuelle une place significative dont l'efficacité dépend étroitement du bon encadrement des systèmes d'épuration individuelle, que toute inadaptation des conditions d'exploiter imposées par l'autorité communale à ces systèmes d'épuration individuelle est également susceptible de causer des préjudices importants aux demandeurs en particulier en ce qui concerne la subvention des installations et la restitution de la taxe dont ils peuvent bénéficier, que seule l'adoption définitive et immédiate de l'arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales à respecter pour toute installation permet d'éviter le risque évoqué;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales, s'appliquent aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle qui sont visées aux rubriques 90.11 et 90.12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrétant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° équivalent-habitant ou en abrégé EH : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes par jour;

2° eaux usées domestiques : les eaux usées telles que définies à l'article 2, 8°, a, du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, à l'exception des eaux de pluie;

3° unité d'épuration individuelle : système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant;

4° installation d'épuration individuelle : système d'épuration individuelle capable de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante comprise entre 20 et 100 équivalent-habitant.

Art. 3. Le nombre d'EH est calculé en se basant sur le tableau de l'annexe I^o. La capacité de traitement du système d'épuration doit être d'au moins 5 EH.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 4. L'exploitant veille à la meilleure intégration possible de son établissement dans l'environnement par la mise en place, selon les cas et si les circonstances l'exigent, de rideaux d'arbres et arbustes.

L'établissement et ses abords sont maintenus dans un bon état de propreté et d'entretien.

Art. 5. Les eaux sortant de l'unité ou de l'installation d'épuration individuelle doivent respecter les conditions d'émission reprises au tableau de l'annexe II.

Art. 6. Les systèmes d'épuration individuelle agréés en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001 instaurant une prime à l'installation d'un système d'épuration individuelle sont réputés conformes aux dispositions de la présente condition intégrale.

Art. 7. Toute unité ou installation d'épuration individuelle ne répondant pas aux conditions fixées par l'agrément visé à l'article 6 et installée après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté du Gouvernement wallon, à l'exception des systèmes comportant un filtre bactérien anaérobie, peut être acceptée pour autant que la déclaration soit accompagnée d'une attestation de conformité définie à l'annexe III complétée par le fournisseur ou l'installateur du système et d'un dossier présenté par le fabricant du système comportant une description technique complète ainsi que des références concrètes en terme de performances, vérifiables in situ sur le territoire de la Région wallonne.

Art. 8. Lorsque les eaux usées domestiques sont constituées principalement d'eaux de cuisine, le placement d'un dégraisseur est obligatoire sauf si le système d'épuration intègre cette fonction.

Art. 9. Lorsque les eaux épurées provenant du dernier élément d'une unité d'épuration individuelle ou d'une installation d'épuration individuelle ne peuvent être évacuées par une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire, les dispositifs suivants d'évacuation par infiltration dans le sol peuvent être utilisés pour autant que le système d'épuration individuelle ne soit pas implanté dans une zone de prévention rapprochée de captage :

1° l'épandage par drains dispersants.

Le dimensionnement d'une installation d'épandage souterrain fait l'objet d'une note de calcul intégrant plusieurs paramètres liés aux caractéristiques du sol en place :

a) le niveau de la nappe aquifère;

b) la perméabilité de ce sol;

c) la couche sous-jacente;

d) la topographie.

Les résultats du test de perméabilité sont présentés sous forme d'une fiche reprenant les mesures intermédiaires effectuées au différentes étapes de la procédure.

Afin de prévenir tout risque de colmatage des drains de dispersion, l'installation d'un décolloïdeur est conseillé lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue dans le sol.

2° le filtre à sable.

3° le terte filtrant.

Art. 10. Dans le cas d'une unité d'épuration individuelle située hors zone de prévention de captage, le puits perdant peut être utilisé comme mode d'évacuation eaux épurées sortant du système d'épuration dans la mesure où aucun autre mode d'évacuation n'est possible.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 11. Les unités et les installations d'épuration individuelle sont exploitées selon les conditions suivantes :

1° tous les éléments constituant l'unité ou l'installation d'épuration individuelle sont préférentiellement placés à l'extérieur de l'habitation, à l'exception de l'éventuel dégraisseur;

2° seules les eaux usées domestiques sont traitées par l'unité ou l'installation d'épuration individuelle; les eaux pluviales ne peuvent en aucun cas transiter par un des éléments composant l'unité ou l'installation d'épuration individuelle.

Dans le cas où plusieurs habitations sont raccordées sur un même système d'épuration individuelle, les eaux usées peuvent être acheminées par un égout unitaire existant pour autant que toutes les dispositions aient été prises en vue de réduire autant que possible le volume d'eaux pluviales, que le système soit précédé d'un déversoir d'orage et soit dimensionné de telle manière que le débit supplémentaire éventuel de temps de pluie alimentant le système ne puisse entraîner de détérioration de fonctionnement avec dégradation des conditions d'émission fixées à l'annexe II.

Aucune eau claire parasite ne peut transiter dans l'égout unitaire alimentant le système d'épuration.

L'introduction éventuelle d'eaux pluviales dans le circuit d'évacuation des eaux épurées via le sol ne peut avoir pour effet ni de compromettre la bonne évacuation des eaux par les drains dispersants ni d'envoyer le dispositif en amont en cas de surcharge des drains;

3° les éléments composant une unité ou une installation d'épuration individuelle doivent être équipés d'un orifice de dimension suffisante muni d'un tampon amovible et accessible permettant la vérification du fonctionnement et l'entretien du dispositif;

4° un dispositif de contrôle doit permettre de prélever des échantillons de l'eau traitée par le système d'épuration afin de vérifier le rendement épuratoire de celle-ci. Le dispositif sera conçu pour éviter la contamination de l'échantillon prélevé par les eaux pluviales.

Ce dispositif sera soit implanté dans une chambre de contrôle localisée juste après le dernier élément de traitement de la filière; soit incorporé dans le dernier élément de traitement de la filière juste avant la sortie de l'eau traitée.

Un accès aisé du dispositif de contrôle devra être réservé aux agents habilités à la vérification du rejet, cela en toute circonstance et à tous moments;

5° une pompe de relevage est à prévoir lorsque les conditions topographiques ne permettent pas une évacuation gravitaire;

6° les eaux de lavage ou de ruissellement ayant été en contact avec des huiles ou carburants ne peuvent transiter par l'unité ou l'installation d'épuration individuelle mais doivent être évacuées via un séparateur pour liquides légers équipé d'un filtre à coalescence et précédé, si besoin est, d'un débourbeur.

Ce dispositif doit être dimensionné conformément aux prescriptions en vigueur;

7° les appareils électromécaniques nécessaires au bon fonctionnement de l'unité ou de l'installation d'épuration individuelle sont équipés d'une alarme prévenant de tout dysfonctionnement.

CHAPITRE IV. — Air

Art. 12. Les précautions indispensables sont prises pour ne pas produire des nuisances anormales pour le voisinage.

CHAPITRE V. — Contrôle, autocontrôle, auto-surveillance

Art. 13. Tout exploitant d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle est tenue d'en assurer le bon fonctionnement, de veiller à ce que son système d'épuration individuelle ne génère pas de nuisances anormales pour le voisinage.

Lors du raccordement et avant son enfouissement, le système d'épuration individuelle fera l'objet d'un contrôle défini à l'annexe IV. Le contrôle sera exercé par les personnes ou organismes habilités à cette fin par le Gouvernement wallon.

Art. 14. En vue de la vérification du respect des conditions d'émission définies à l'annexe II, des prélèvements et analyses des trois paramètres visés à l'annexe II sont effectués au moins une fois tous les cinq ans pour les unités d'épuration individuelle et au moins une fois par an pour les installations d'épuration individuelle.

En ce qui concerne les installations, les prélèvements ponctuels sont réalisés au cours du mois de l'année où la charge polluante contenue dans les eaux usées est la plus importante.

CHAPITRE VI. — *Déchets*

Art. 15. Les déchets sont évacués conformément à la législation en vigueur.

L'exploitant se conforme à toutes les dispositions réglementaires et décrétales en matière de déchets, notamment les dispositions requises par le chapitre V - Des informations relatives à la détention et à la livraison des déchets toxiques ou dangereux - de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques et dangereux.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 16. Les systèmes d'épuration individuelle mis en œuvre avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et ayant été autorisés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires sont considérés comme répondant aux conditions intégrales du présent arrêté.

Pour les systèmes d'épuration individuelle mis en œuvre avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui n'ont été soumis à aucune autorisation antérieure, les articles 3, 9, 10 et 11 ne sont pas d'application.

Art. 17. Les articles 7, 1° et 2°, article 8, § 1^{er}, premier et deuxième alinéas, article 9, §§ 2 et 4, article 10 et article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines sont abrogés.

Art. 18. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe I^{re}. — *Notion d'équivalent-habitant*

La capacité utile des systèmes d'épuration individuelle d'eaux usées ménagères est déterminée en fonction du nombre d'équivalent-habitants (EH) de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par le système. Elle est d'au moins 5 EH.

Pour les habitations unifamiliales qui ne génèrent que des eaux usées domestiques, on considère que la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent-habitants égal au nombre d'occupants. Dans le cas de raccordement de plusieurs habitations sur le même système d'épuration, la charge polluante sera comptabilisée sur un nombre minimum de 4 EH par habitation.

Pour les autres habitations, le nombre d'équivalent-habitants correspondant à la charge polluante contenue dans les eaux ménagères usées est évalué comme suit :

Bâtiment ou complexe	Nombre d'équivalent-habitant (E.H.)
Usine, atelier	1 ouvrier = ½ EH
Bureau	1 employé = ⅓ EH
Ecole sans bains, douche ni cuisine (externat) *	1 élève = ⅒ EH
Ecole avec bains sans cuisine (externat) *	1 élève = ⅕ EH
Ecole avec bains et cuisine (externat) *	1 élève = ⅓ EH
Ecole avec bains et cuisine (internat) *	1 élève = 1 EH
Hôtel, pension, hôpitaux, prisons	1 lit = 1 EH
Camping	1 personne (prévue) = ½ EH
Caserne, camping de séjours	1 personne (prévue) = 1 EH
Restaurant	1 couvert servi = ¼ EH N.EH = ¼ EH x nombre moyen de couverts servis chaque jour
Théâtre, cinéma, salle de fêtes	1 place = ⅓₀ EH
Plaine de sports	1 place = ⅓₀ EH

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque, le nombre d'EH calculé d'après le tableau doit être augmenté de ½ EH par membre du personnel attaché à l'établissement. Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe II. — Conditions d'émission

a) Unités d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration	Méthode de mesure de référence (1)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification (2)	70 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C ± 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm, séchage à 105 °C, pesée. Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2 800 à 3 200 g), séchage à 105 °C, pesée.
(1) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.		
(2) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.		

Les valeurs numériques du tableau supra portent sur des moyennes de 24 heures.

b) Installation d'épuration individuelle

Paramètres	Concentration	% minimum de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20 °C) sans nitrification (3)	50 mg/l O ₂	80	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C ± 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	160 mg/l O ₂	80	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l (4)	90 (4)	Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm, séchage à 105 °C, pesée. Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2 800 à 3 200 g), séchage à 105 °C, pesée.
(1) Réduction par rapport à l'entrée. La priorité sera donnée aux valeurs en concentration; toutefois, lorsqu'en raison du caractère saisonnier de l'activité générant les eaux usées domestiques, les valeurs en concentration ne peuvent être respectées, les conditions exprimées en pourcentage de réduction pourront être utilisées.			
(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.			
(3) Ce paramètre ne peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.			
(4) Cette exigence est facultative.			

Les valeurs numériques du tableau supra portent sur des moyennes de 24 heures.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Annexe III. — *Attestation de conformité à remplir par le fournisseur
ou l'installateur d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle non agréée*

Je soussigné,

- fournisseur du système d'épuration individuelle
- installateur du système d'épuration individuelle (cocher la case adéquate)

<u>SI PERSONNE PHYSIQUE</u>		
Nom :	Prénom :	Bte :
Rue :	n° :	Localité :
Code postal :		
Tél. :		
<u>SI PERSONNE MORALE</u>		
Dénomination :	Statut juridique :	
Siège social :		
Rue :	n° :	Bte :
Code postal :	Localité :	
Tél. :		
Identité du signataire représentant la personne morale :		
Nom :	Prénom :	
Qualité :	Tél. :	

Certifie sur l'honneur que le système d'épuration individuelle

- installé ou fourni le
- prévu (cocher la case adéquate)

installé à :

Adresse :

Et géré par : (nom et adresse du demandeur de l'autorisation)

.....

.....

est du type : (marque, modèle et capacité)

.....

.....

et permet d'atteindre les performances épuratoires fixées à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon du fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle d'une capacité inférieure ou égale à 20 EH et aux installations d'épuration individuelle d'une capacité comprise entre 20 et 100 équivalents-habitants.

Fait à, le

Signature du fournisseur ou de l'installateur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe IV. — *Attestation de contrôle d'une unité ou d'une installation d'épuration individuelle*

A adresser à l'administration de la commune où est implantée le système d'épuration individuelle.

Le soussigné,

Volet A. Identification du contrôleur

1°) S'il s'agit d'un contrôleur ou d'un organisme habilité à cette fin (pour le contrôle des unités d'épuration individuelle d'une capacité égale ou inférieure à 20 EH et des installations d'épuration individuelle de capacité comprise entre 20 et 100 EH.

<u>SI PERSONNE PHYSIQUE</u>		
Nom :	Prénom :	
Rue :	n° :	Bte :
Code postal :	Localité :	
Tél. :		
<u>SI PERSONNE MORALE</u>		
Dénomination :	Statut juridique :	
Siège social :		
Rue :	n° :	Bte :
Code postal :	Localité :	
Tél. :		
Identité du signataire représentant la personne morale :		
Nom :	Prénom :	
Qualité :	Tél. :	
Agréé par le Ministre en qualité de contrôleur de système d'épuration individuelle sous le n° ou habilité par le Ministre à effectuer un tel contrôle en vertu d'un contrat conclu le Avec la personne morale.		

2°) S'il s'agit d'un agent de l'administration régionale

Nom :	Prénom :
Qualité :	Tél. :

Volet B. Localisation du système d'épuration individuelle

déclare avoir procédé au contrôle du système d'épuration individuelle de capacité maximum : EH destiné à traiter les eaux usées produites au départ de l'(des) habitation(s) suivante(s) (pour chaque habitation, mentionner l'adresse, le nom du propriétaire et la charge polluante effective exprimée en EH).

.....

VOLET C. Déclaration

déclare :

1° avoir pris connaissance de la déclaration adressée à la commune de en application des dispositions des arrêtés pris en exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Observations éventuelles :

.....

2° avoir contrôlé le système d'épuration individuelle, identifié dans le présent formulaire, à l'état de pose, toutes connections faites aux appareils en position stable; le tout prêt à fonctionner avant de combler les fouilles;

Observations éventuelles :

.....

3° avoir constaté que le système d'épuration individuelle se présente comme suit :

(système d'épuration agréé sous la référence ou filière d'épuration avec indication des volumes ou dimensions, de la marque et du modèle de chacun des éléments); N.B. : les éléments de la filière comprenant la chambre de visite pour le contrôle et le circuit d'évacuation des eaux épurées seront représentés sur un schéma de localisation par rapport à l'immeuble et à la rue annexé à la présente attestation. En cas d'évacuation par des drains dispersants, il y a lieu de s'assurer de l'existence d'un test de perméabilité préalable et d'une note de calcul de dimensionnement du dispositif d'infiltration conforme au code de bonne pratique.

Observations éventuelles :

.....

4° avoir effectué un test d'écoulement à partir de chaque appareil sanitaire de l'habitation;

Observations éventuelles :

.....

5° avoir reçu (s'il s'agit d'un système non agréé) copie de l'attestation par laquelle le fournisseur ou l'installateur certifie que le système d'épuration individuelle contrôlé répond aux conditions d'émission telles qu'elles sont fixées à l'arrêté du Gouvernement wallon du fixant les conditions intégrales d'exploitation relative aux unités d'épuration individuelle d'une capacité inférieure ou égale à 20 EH et aux installations individuelle d'une capacité comprise entre 20 et 100 EH.

Observations éventuelles :

.....

Fait à=....., le.....

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux unités d'épuration individuelle et aux installations d'épuration individuelle.

Namur, le 7 novembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 4110

[C - 2002/28096]

7. NOVEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe;

Aufgrund der Dringlichkeit, insbesondere durch die Tatsache begründet, dass das Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung zum Datum des 1. Oktobers 2002 wegen Fehlens eines Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen zu einer Einstufung der individuellen Klärsysteme von weniger als 100 Einwohner-Gleichwerten in die Klasse 2 führt; dass eine derartige Einstufung dazu führt, dass alle in Gebieten mit individueller Klärung gelegenen Wohnungen auf das System der Globalgenehmigung übergehen; dass demzufolge die zur Festlegung der Betriebsbedingungen dieser Systeme zuständige Behörde das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der betroffenen Gemeinde wäre; dass in Ermangelung der von der Regierung festgelegten sektorbezogenen oder gesamten Bedingungen die ernsthafte Gefahr besteht, dass diese Anlagen uneinheitlichen oder sogar unangepassten Betriebsbedingungen unterliegen; dass eine derartige Deregulierung um jeden Preis vermieden werden muss, um die optimale Integration dieser in Gebieten mit individueller Klärung eingerichteten Systeme in die regionale Klärungspolitik zu gewährleisten; dass jegliche mangelnde Anpassung der von der Gemeindebehörde auferlegten Betriebsbedingungen an diese individuellen Klärsysteme ebenfalls ernsthafte Nachteile für die Antragsteller verursachen kann, insbesondere was die Bezuschussung für die Anlagen und die Rückerstattung der Abgabe betrifft, die sie in Anspruch nehmen können; dass allein die endgültige und sofortige Verabschiedung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der für jede Anlage einzuhaltenden gesamten Bedingungen es ermöglicht, die erwähnte Gefahr zu vermeiden;

Aufgrund des Artikels 3, § 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
 Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden gesamten Bedingungen sind auf die individuellen Kläreinheiten und die individuellen Kläranlagen anwendbar, die in den Rubriken 90.11 und 90.12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angegeben werden.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Einwohner-Gleichwert oder abgekürzt EGW: Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in 5 Tagen (BSB5) von 60 g Sauerstoff pro Tag entspricht;

2° Haushaltsabwasser: das Abwasser im Sinne des Artikels 2, 8°, a, des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, mit Ausnahme des Regenwassers;

3° individuelle Kläreinheit: individuelles Klärsystem, durch das ein Haushaltsabwasservolumen behandelt werden kann, das einer Schadstoffbelastung von weniger oder gleich 20 Einwohner-Gleichwerten entspricht;

4° individuelle Kläranlage: individuelles Klärsystem, durch das ein Haushaltsabwasservolumen behandelt werden kann, das einer Schadstoffbelastung zwischen 20 und 100 Einwohner-Gleichwerten entspricht.

Art. 3 - Die Anzahl EGW wird auf der Grundlage der Tabelle der Anlage I berechnet. Die Behandlungskapazität des Klärsystems muss mindestens 5 EGW entsprechen.

KAPITEL II — *Installierung und Erbauung*

Art. 4 - Der Betreiber sorgt für eine bestmögliche Integration seines Betriebs in die Umgebung, in dem er je nach Fall und wenn die Umstände es erfordern Baum- und Strauchreihen anpflanzt.

Der Betrieb und seine Umgebung werden stets sauber und instand gehalten.

Art. 5 - Das aus der individuellen Kläreinheit oder -anlage stammende Abwasser muss die in der Tabelle der Anlage II angeführten Emissionsbedingungen einhalten.

Art. 6 - Die aufgrund der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 zur Einführung einer Prämie für die Einrichtung eines individuellen Klärsystems zugelassenen individuellen Klärsysteme werden als mit den Bestimmungen der vorliegenden gesamten Bedingung übereinstimmend betrachtet.

Art. 7 - Jede individuelle Kläreinheit oder -anlage, die nicht den durch die in Artikel 6 erwähnte Zulassung festgelegten Bedingungen entspricht und die nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses der Wallonischen Regierung installiert wird, mit Ausnahme der Systeme, die eine anaerobe bakteriologische Filtervorrichtung enthalten, kann zugelassen werden, insofern der Erklärung eine in der Anlage III festgelegte und von dem Lieferanten oder Installateur des Systems ausgestellte Konformitätsbescheinigung sowie eine von dem Lieferanten des Systems vorgelegte, eine vollständige technische Beschreibung sowie konkrete Referenzen hinsichtlich der auf dem Gebiet der Wallonischen Region in situ nachprüfaren Leistungsfähigkeiten enthaltende Akte beigefügt werden.

Art. 8 - Wenn das Haushaltsabwasser hauptsächlich aus Küchenabwasser besteht, ist die Installation eines Fettabseiders Pflicht, es sei denn dass das Klärsystem diese Funktion bereits enthält.

Art. 9 - Wenn das geklärte Abwasser aus dem letzten Bauteil der individuellen Kläreinheit oder -anlage nicht über einen künstlichen Ableitweg oder in ein gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitet werden kann, können die nachstehend angeführten Vorrichtungen zur Ableitung durch Versickerung in den Boden benutzt werden, insofern dass das individuelle Klärsystem nicht in einer nahen Präventivzone für die Wasserentnahme installiert ist:

1° Ausbringung durch Sickerleitungen

Die Dimensionierung einer unterirdischen Abwasserverrieselungsanlage ist Gegenstand einer Berechnung, die mehrere, mit den Eigenschaften des Bodens vor Ort verbundene Parameter mit einbezieht:

- a) den Stand der Grundwasserleitschicht;
- b) die Durchlässigkeit dieses Bodens;
- c) die Untergrundschicht;
- d) die Topografie.

Die Ergebnisse des Durchlässigkeitstests werden in der Form eines Datenblatts vorgelegt, in dem die während der verschiedenen Verfahrensabschnitte durchgeführten Zwischenmessungen angegeben werden.

Um jeglicher Gefahr einer Verstopfung der Sickerleitungen vorzubeugen, ist es im Falle einer Ableitung des geklärten Abwassers in den Boden ratsam, einen Kolloidfänger zu installieren.

2° Sandfilter;

3° Filtrierhügel.

Art. 10 - - Im Falle einer außerhalb der Präventivzone für die Wasserentnahme gelegenen individuellen Kläreinheit kann die Sickergrube als Ableitungsmethode für das aus dem Klärsystem stammenden Abwasser benutzt werden, insofern keine andere Ableitungsmethode möglich ist.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 11 - Die individuellen Kläreinheiten und -anlagen werden nach den folgenden Bedingungen betrieben:

1° Alle Bauteile, aus denen die individuelle Kläreinheit oder -anlage besteht, werden vorzugsweise außerhalb der Wohnung installiert, mit Ausnahme des eventuellen Fettabseiders;

2° Allein das Haushaltsabwasser wird von der individuellen Kläreinheit oder -anlage behandelt; das Regenwasser darf keinesfalls durch einen der Bauteile der individuellen Kläreinheit oder -anlage fließen.

Falls mehrere Wohnungen an ein gleiches individuelles Klärsystem angeschlossen sind, kann das Abwasser durch einen bestehenden Mischwasserkanal abgeleitet werden, insofern dass alle Vorkehrungen getroffen wurden, um so weit wie möglich das Regenwasservolumen zu reduzieren, dass dem Klärsystem ein Regenwasserüberlauf vorhergeht und es derart dimensioniert ist, dass die in das Klärsystem gelangende eventuelle zusätzliche Regenwasserabflussmenge keine Funktionsstörung bewirken kann, die eine Beeinträchtigung der Funktion und eine Verschlechterung der in der Anlage II festgelegten Emissionsbedingungen zur Folge hätte.

Es darf kein klares parasitäres Wasser durch den Mischwasserkanal fließen, der das Klärsystem beschickt.

Durch die eventuelle Einführung via dem Boden von Regenwasser in den Ableitungskreislauf des geklärten Abwassers kann weder die optimale Ableitung des Abwassers durch die Sickerleitungen beeinträchtigt, noch die obere Vorrichtung im Falle einer Überbelastung der Leitungen überflutet werden.

3° Jeder der Bauteile, aus denen eine individuelle Kläreinheit besteht, muss mit einer ausreichend großen und mit einem abnehmbaren und leicht zugänglichen Stöpsel versehenen Öffnung ausgestattet sein, die es ermöglicht, die Funktionstüchtigkeit der Vorrichtung zu überprüfen und sie in gutem Zustand zu erhalten.

4° Mittels einer Kontrollvorrichtung müssen Proben des durch das Klärsystem behandelten Abwassers entnommen werden können, um dessen Klärleistung zu überprüfen. Die Vorrichtung wird derart konzipiert, dass die Kontamination der Probenahme durch das Regenwasser verhindert wird.

Diese Vorrichtung wird entweder in einer unmittelbar hinter dem letzten Behandlungsteil des Klärungsschemas befindlichen Kontrollkammer installiert, oder in den letzten Behandlungsteil des Klärungsschemas unmittelbar vor dem Auslass des behandelten Wassers mit einverleibt.

Für die zur Überprüfung der Ableitung befugten Bediensteten muss die Kontrollvorrichtung unter allen Umständen und jederzeit leicht zugänglich sein.

5° Wenn die topografischen Bedingungen keine Ableitung durch Schwerkraft zulassen, ist eine Pumpstation vorzusehen.

6° Waschwasser oder Niederschlagswasser, das mit Ölen oder Treibstoffen in Kontakt war, darf nicht durch die individuelle Kläreinheit oder -anlage fließen, sondern muss über einen Leichtflüssigkeitsabscheider abgeleitet werden, der mit einem Koaleszenzfilter ausgestattet ist und vor dem sich, falls nötig, eine Entschlammungsvorrichtung befindet.

Diese Vorrichtung muss gemäß den geltenden Vorschriften dimensioniert sein.

7° Die für ein gutes Funktionieren der individuellen Kläreinheit oder -anlage erforderlichen elektromechanischen Geräte sind mit einer Alarmvorrichtung ausgestattet, die vor jeglicher Funktionsstörung warnt.

KAPITEL IV — Luft

Art. 12 - Die unerlässlichen Vorsichtsmaßnahmen werden getroffen, damit keine anormalen Belästigungen für die Nachbarschaft verursacht werden.

KAPITEL V — Kontrolle, Selbstkontrolle, Selbstüberwachung

Art. 13 - Jeder Betreiber einer individuellen Kläreinheit oder -anlage ist verpflichtet, deren gutes Funktionieren zu gewährleisten, dafür zu sorgen, dass sein individuelles Klärsystem keine anormalen Belästigungen für die Nachbarschaft verursacht.

Das individuelle Klärsystem ist beim Anschluss und vor der Eingrabung Gegenstand einer in der Anlage IV festgelegten Kontrolle. Diese wird von den zu diesem Zweck durch die Wallonische Region befugten Personen oder Einrichtungen durchgeführt.

Art. 14 - Um die Einhaltung der in der Anlage II festgelegten Emissionsbedingungen zu überprüfen, werden für die individuellen Kläreinheiten mindestens einmal alle 5 Jahre und für die individuellen Kläranlagen mindestens einmal im Jahr Probeentnahmen und Analysen der drei in der Anlage II erwähnten Parameter durchgeführt.

Was die Anlagen betrifft, werden die punktuellen Probeentnahmen im Laufe desjenigen Monats durchgeführt, in dem die in dem Abwasser enthaltene Schadstoffbelastung am größten ist.

KAPITEL VI — Abfälle

Art. 15 - Die Abfälle werden gemäß der geltenden Gesetzgebung beseitigt.

Der Betreiber hält sich an alle vorschriftsmäßigen und Dekretbestimmungen in Sachen Abfälle, insbesondere an die durch Kapitel V - Auskünfte über den Besitz und die Abgabe von giftigen oder gefährlichen Abfällen - des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle erforderten Bestimmungen.

KAPITEL VII — Schlussbestimmungen

Art. 16 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichteten und in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser zugelassenen individuellen Klärsysteme werden als mit den gesamten Bedingungen des vorliegenden Erlasses übereinstimmend betrachtet.

Für die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichteten individuellen Klärsysteme, die keiner vorherigen Zulassung unterlagen, sind die Artikel 3, 9, 10 und 11 nicht anwendbar.

Art. 17 - - Artikel 7, 1° und 2°, Artikel 8, § 1, Absätze 1 und 2, Artikel 9, § 2 und § 4, Artikel 10 und Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser werden außer Kraft gesetzt.

Art. 18 - - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. November 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE I — *Der Begriff "einwohnergleichwert"*

Die Nutzleistung der individuellen Klärsysteme für Haushaltsabwasser wird aufgrund der Anzahl Einwohnergleichwerte (EGW) der Wohnung oder der Gruppe Wohnungen bestimmt, die durch das System bedient werden. Sie entspricht mindestens 5 EGW.

Für die Einfamilienwohnungen, die lediglich Haushaltsabwasser erzeugen, geht man davon aus, dass die täglich erzeugte Belastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnergleichwert ausgedrückt wird. Im Falle eines Anschlusses mehrerer Wohnungen an ein gleiches Klärsystem wird die Schadstoffbelastung auf der Grundlage einer Mindestanzahl von 4 EGW je Wohnung berechnet.

Für die sonstigen Wohnungen wird die Anzahl Einwohnergleichwerte, die der im Haushaltsabwasser enthaltenen Schadstoffbelastung entspricht, wie folgt berechnet:

Gebäude oder Komplex	Anzahl Einwohnergleichwerte (EGW)
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter: $\frac{1}{2}$ EGW
Büro	1 Angestellter: $\frac{1}{3}$ EGW
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = $\frac{1}{10}$ EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = $\frac{1}{5}$ EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = $\frac{1}{3}$ EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension, Krankenhaus, Gefängnis	1 Bett = 1 EGW
Camping	1 (vorgesehene) Person = $\frac{1}{2}$ EGW
Kaserne, Wohncamping	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Restaurant	1 aufgetragenes Gedeck = $\frac{1}{4}$ EGW A.EGW = $\frac{1}{4}$ EGW x die durchschnittliche Anzahl der täglich aufgetragenen Gedecke
Theater, Kino, Festsaal	1 Platz = $\frac{1}{30}$ EGW
Sportplatz	1 Platz = $\frac{1}{20}$ EH.

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muss die nach der Tabelle berechnete Anzahl Einwohnergleichwerte je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um $\frac{1}{2}$ EGW erhöht werden.

Zur Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung muss eine eventuelle Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. November 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE II — Emissionsbedingungen

a) Individuelle Kläreinheit

Parameter	Konzentration	Referenzmessverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoff-bedarf (BSB5 bei 20°C) ohne Nitrifikation (2)	70 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe, Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünftägiger Bebrütung bei 20°C +/- 1°C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs
Chemischer Sauerstoff-bedarf (CSB)	180 mg/l O ₂	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Feststoffe insgesamt	60 mg/l	- Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembrane von 0,45 µm. Trocknen bei 105°C und Wiegen. - Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2 800 bis 3 200 g). Trocknen bei 105°C und Wiegen.
(1) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an den gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.		
(2) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Sauerstoffbedarf (TOD) wenn eine Beziehung zwischen BSB5 und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.		

Die Zahlenwerte der oben angeführten Tabelle beziehen sich auf durchschnittliche Zeiträume von 24 Stunden.

b) Individuelle Kläranlage

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringerung (1)	Referenzmessverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoff-bedarf (BSB5 bei 20°C) ohne Nitrifikation (3)	50 mg/l O ₂	80	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe, Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünftägiger Bebrütung bei 20°C +/- 1°C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs.
Chemischer Sauerstoff-bedarf (CSB)	160 mg/l O ₂	80	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Feststoffe insgesamt (4)	60 mg/l	90 (4)	-Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembrane von 0,45 µm. Trocknen bei 105°C und Wiegen. -Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2 800 bis 3 200 g). Trocknen bei 105°C und Wiegen.
(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs. Den Konzentrationswerten wird der Vorrang gegeben; falls jedoch aus Gründen des saisonbedingten Charakters der das Haushaltsabwasser erzeugenden Tätigkeit die Konzentrationswerte nicht eingehalten werden können, dürfen die in Verringerungsprozenten ausgedrückten Bedingungen benutzt werden.			
(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an den gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.			
(3) Dieser Parameter kann nicht durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Sauerstoffbedarf (TOD) wenn eine Beziehung zwischen BSB5 und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.			
(4) Diese Anforderung ist fakultativ.			

Die Zahlenwerte der oben angeführten Tabelle beziehen sich auf durchschnittliche Zeiträume von 24 Stunden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. November 2002

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Anlage III – Konformitätsbescheinigung, auszufüllen von dem Lieferanten
oder Installateur einer individuellen Kläreinheit oder-anlage

Ich Unterzeichner,

Lieferant des individuellen Klärsystems

Installateur des individuellen Klärsystems (Bitte betreffendes Feld ankreuzen)

<u>FÜR DIE NATÜRLICHE PERSON</u>		
Name:	Vorname:	
Straße:	Nr.:	Fach:
Postleitzahl:	Gemeinde:	
Tel:		
<u>FÜR DIE JURISTISCHE PERSON</u>		
Bezeichnung:	Rechtsform:	
Gesellschaftssitz:		
Straße:	Nr.:	Fach:
Postleitzahl:	Gemeinde:	
Tel:		
Identität des Unterzeichners, der die juristische Person vertritt:		
Name:	Vorname:	
Eigenschaft:	Tel:	

bestätige hiermit auf Ehrenwort, dass das

am

installierte oder gelieferte

vorgesehene (Bitte betreffendes Feld ankreuzen)

individuelle Klärsystem

Anschrift:

.....

Verwalter (Name und Anschrift des Antragstellers der Zulassung):

.....

folgenden Typs ist: (Marke, Modell und Kapazität)

.....

.....

und die in der Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten mit einer Mindestkapazität von weniger oder gleich 20 EGW und der individuellen Kläranlagen mit einer Kapazität zwischen 20 und 100 EGW festgelegten Klärleistungen erreichen kann.

Geschehen zu, den

Unterschrift des Lieferanten oder des Installateurs

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten und der individuellen Kläranlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 7. November 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage IV — *Bescheinigung über die Kontrolle einer individuellen Kläreinheit oder -anlage*

An die Verwaltung der Gemeinde zu richten, in der sich das individuelle Klärsystem befindet.

Ich Unterzeichneter,

ABSCHNITT A. IDENTIFIZIERUNG DES KONTROLLEURS

1° Wenn es sich um einen zu diesem Zweck befugten Kontrolleur oder Einrichtung handelt (für die Kontrolle der individuellen Kläreinheiten mit einer Kapazität von weniger oder gleich 20 EGW und der individuellen Kläranlagen mit einer Kapazität zwischen 20 und 100 EGW):

FÜR DIE NATÜRLICHE PERSON		
Name:	Vorname:	
Straße:	Nr.:	Fach:
Postleitzahl:	Gemeinde:	
Tel:		
FÜR DIE JURISTISCHE PERSON		
Bezeichnung:	Rechtsform:	
Gesellschaftssitz:		
Straße:	Nr.:	Fach:
Postleitzahl:	Gemeinde:	
Tel:		
Identität des Unterzeichners, der die juristische Person vertritt:		
Name:	Vorname:	
Eigenschaft:	Tel:	
Durch den Minister zugelassen als Kontrolleur von individuellen Klärsystemen unter der Nr. oder von dem Minister befugt, eine solche Kontrolle gemäß eines mit der juristischen Person am abgeschlossenen Vertrags vorzunehmen.		

2° Wenn es sich um einen Bediensteten der regionalen Verwaltung handelt:

Name:	Vorname:
Eigenschaft:	Tel:

ABSCHNITT B. Lokalisierung des individuellen Klärsystems

erkläre hiermit, die Kontrolle des zur Behandlung des von der(den) nachstehenden Wohnung(en) aus erzeugten Abwassers bestimmten individuellen Klärsystems mit einer Kapazität von höchstens EGW vorgenommen zu haben. (Bitte für jede Wohnung die Anschrift, den Namen des Eigentümers und die in EGW ausgedrückte tatsächliche Schadstoffbelastung angeben.)

.....

ABSCHNITT C. Erklärung

erkläre hiermit:

1° in Anwendung der Bestimmungen der Erlasse in Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 von der an die Gemeinde gerichteten Erklärung Kenntnis genommen zu haben;

Eventuelle Bemerkungen:

2° das in dem vorliegenden Formular identifizierte individuelle Klärsystem während des Anlegens, nach allen durchgeführten Anschlüssen an die standsicheren Geräte und im betriebsbereiten Zustand vor dem Zuschütten des Grabens kontrolliert zu haben;

Eventuelle Bemerkungen:

3° festgestellt zu haben, dass das individuelle Klärsystem sich folgendermaßen präsentiert:
(unter der Referenz zugelassenes Klärsystem oder Klärsystem mit der Angabe der Volumen oder Größen, der Marke und des Modells eines jeden der Bauteile); Anmerkung: die Bauteile des Systems, welche die Besichtigungskammer für die Kontrolle und das Leitungsnetz für die Ableitung des geklärten Abwassers enthalten, werden auf einem der vorliegenden Bescheinigung beigefügten Schema zur Lokalisierung im Verhältnis zum Gebäude und der Straße präsentiert. Im Falle einer Ableitung durch Sickerleitungen ist es angebracht, sich des Vorhandenseins eines vorherigen Durchlässigkeitstests und der mit der Regel der guten fachlichen Praxis übereinstimmenden Berechnung der Dimensionierung der Sicker Vorrichtung zu vergewissern.

Eventuelle Bemerkungen:

4° einen Abflusstest von jedem Sanitärgerät der Wohnung aus durchgeführt zu haben;

Eventuelle Bemerkungen:

5° (wenn es sich um ein nicht zugelassenes System handelt) eine Abschrift der Bescheinigung erhalten zu haben, durch die der Lieferant oder Installateur bestätigt, dass das kontrollierte individuelle Klärsystem den Emissionsbedingungen entspricht, so wie sie in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom zur Festlegung der gesamten Betriebsbedingungen bezüglich der individuellen Kläreinheiten mit einer Kapazität von weniger oder gleich 20 EGW und der individuellen Kläranlagen mit einer Kapazität zwischen 20 und 100 EGW festgelegt werden.

Eventuelle Bemerkungen:

.....
 Geschehen zu, den,
 Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. November 2002 zur Festlegung der gesamten
 Betriebsbedingungen bezüglich der individuen Kläreinheiten und der individuen Kläranlagen als Anlage
 beigefügt zu werden.

Namur, den 7. November 2002

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
 M. FORET

 VERTALING

N. 2002 — 4110

[C — 2002/28096]

**7 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden
 voor individuele zuiveringseenheden en -installaties**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8
 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een
 milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de
 exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat de inwerkingtreding op
 1 oktober 2002 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning tot gevolg heeft dat de individuele
 zuiveringssystemen van minder dan 100 inwonerequivalenten in klasse 2 worden ingedeeld bij gebrek aan besluit van
 de Waalse Regering tot bepaling van integrale exploitatievoorwaarden voor die zuiveringssystemen; dat die indeling
 tot gevolg heeft dat alle woningen gelegen in een gebied voor individuele zuivering onder het stelsel van de unieke
 vergunning vallen; dat de overheid die bevoegd is om de exploitatievoorwaarden voor die systemen te bepalen
 bijgevolg het college van burgemeester en schepen van de betrokken gemeente zou zijn; dat bij gebrek aan door de
 Regering vastgelegde sectorale of integrale voorwaarden een groot risico bestaat dat die installaties aan uiteenlopende,
 zelfs onaangepaste voorwaarden onderworpen worden; dat dergelijke deregulering tegen elke prijs voorkomen moet
 worden om te waarborgen dat de systemen die in een gebied voor individuele zuivering geïnstalleerd worden,
 optimaal geïntegreerd worden in het gewestelijke zuiveringsbeleid, dat een noemenswaardige plaats toekent aan de
 individuele zuivering waarvan de doeltreffendheid nauw afhangt van een vlot toezicht op de individuele
 zuiveringssystemen; dat ongeschikte exploitatievoorwaarden die de gemeenteoverheid aan deze individuele
 zuiveringssystemen oplegt de verzoekers ook aanzienlijke schade kan toebrengen, meer bepaald i.v.m. de subsidiëring
 van de installaties en de terugbetaling van de belasting waarvoor ze in aanmerking kunnen komen; dat alleen de
 definitieve en onmiddellijke aanneming van het besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de door elke installatie
 te vervullen integrale voorwaarden bovenbedoeld risico kan helpen voorkomen;

Gelet op artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de individuele zuiveringseenheden en -installaties
 bedoeld in de rubrieken 90.11 en 90.12 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst
 van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « inwonerequivalent », afgekort « i.e. » : de biologisch afbreekbare organische vracht met een biochemisch
 zuurstofverbruik van 60 g zuurstof per dag gedurende vijf dagen (BZV5);

2° « huishoudelijk afvalwater » : huishoudelijk afvalwater zoals omschreven in artikel 2, 8°, a, van het decreet van
 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, behalve regenwater;

3° individuele zuiveringseenheid : individueel zuiveringstelsel dat een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater
 van 20 inwonerequivalent of minder kan behandelen;

4° individuele zuiveringsinstallatie : individueel zuiveringstelsel dat een hoeveelheid huishoudelijk afvalwater
 van 20 tot 100 inwonerequivalent kan behandelen.

Art. 3. Het aantal i.e. wordt berekend op grond van de tabel in bijlage I. Het zuiveringstelsel heeft een
 minimale behandelingscapaciteit van 5 i.e.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 4. De exploitant zorgt voor de optimale integratie van zijn inrichting in het milieu door de aanleg, al naar gelang het geval en als de omstandigheden het eisen, van windkeringen en struiken.

De inrichting en de omgeving worden netjes onderhouden.

Art. 5. Het water uit de individuele zuiveringseenheid of -installatie moet voldoen aan de emissievoorwaarden vermeld in de tabel van bijlage II.

Art. 6. De individuele zuiveringssystemen erkend krachtens de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001 tot invoering van een premie voor de installatie van een individueel zuiveringssysteem worden geacht deze integrale voorwaarde te vervullen.

Art. 7. Elke individuele zuiveringseenheid of -installatie die niet voldoet aan de voorwaarden opgelegd bij de erkenning bedoeld in artikel 6 en die gebouwd wordt na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van de Waalse Regering, met uitzondering van de systemen met een aërobe bacteriefilter, kan toegelaten worden voorzover de aangifte vergezeld gaat van het in bijlage III bedoelde conformiteitsattest, ingevuld door de leverancier of de installateur van het systeem, en van een dossier voorgelegd door de fabricant van het systeem met een uitvoerige technische beschrijving en concrete referenties inzake prestatievermogen die in situ op het grondgebied van het Waalse Gewest controleerbaar zijn.

Art. 8. Als het huishoudelijk afvalwater bijna uitsluitend keukenwater is, moet een ontvetter geplaatst worden, behalve als het zuiveringssysteem die functie integreert.

Art. 9. Als het gezuiverde afvalwater uit het laatste bestanddeel van een individuele zuiveringseenheid of -installatie niet kan worden afgevoerd via een kunstmatige afvoerweg of naar normaal oppervlaktewater, mag gebruik worden gemaakt van de volgende voorzieningen voor lozing door doorsijpeling in de bodem voorzover het individuele zuiveringssysteem zich niet in een nabijgelegen winningspreventiegebied bevindt :

1° verspreiding d.m.v. dispersiedraineerbuizen.

De dimensionering van een ondergrondse verspreidingsinstallatie maakt het voorwerp uit van een berekeningnota waarin verschillende parameters betreffende de kenmerken van de bodem opgenomen worden :

- a) het niveau van het grondwater;
- b) de doorlatendheid van de bodem;
- c) de onderliggende laag;
- d) de topografie.

De resultaten van de permeabiliteitstest worden vermeld op een fiche die gewag maakt van de tussenmaatregelen genomen tijdens de verschillende fases van de procedure.

Om elk gevaar voor opvulling van de dispersiedraineerbuizen te voorkomen is de aanleg van een kolloïdevanger aanbevolen wanneer het gezuiverde water in de grond wordt afgevoerd;

2° zandfilter;

3° filtreerheugel.

Art. 10. Als de individuele zuiveringseenheid zich buiten een winningspreventiegebied bevindt, mag gebruik worden gemaakt van een zinkpunt voor de afvoer van het afvalwater uit het zuiveringssysteem, voorzover het niet op een andere manier afgevoerd kan worden.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 11. Individuele zuiveringseenheden en -installaties worden geëxploiteerd met inachtneming van de volgende voorschriften :

1° alle bestanddelen ervan bevinden zich bij voorkeur buiten de woning, met uitzondering van de eventuele ontvetter;

2° ze worden uitsluitend voor huishoudelijk afvalwater gebruikt; regenwater mag in geen geval in één van de bestanddelen terechtkomen.

Als verschillende woningen aangesloten zijn op hetzelfde individuele zuiveringssysteem, kan het afvalwater afgevoerd worden via een bestaande unitaire riolering, voorzover alle maatregelen genomen worden om de hoeveelheid regenwater tot een minimum te herleiden, voorzover het regenwater eerst in een overstort terechtkomt vooraleer het de zuiveringsapparatuur bereikt en voorzover deze laatste zodanig gedimensioneerd is dat het eventuele bijkomende regenwaterdebiet haar werking niet verstoort en de in bijlage II bedoelde emissievoorwaarden niet overtreedt.

Er mag geen parasiterend klaar water vloeien door de unitaire riolering die het zuiveringssysteem bevoorraadt.

Regenwater dat eventueel via de grond in het afvoercircuit van het gezuiverde water terechtkomt, mag niet tot gevolg hebben dat de vlotte waterafvoer langs de dispersiedraineerbuizen in het gedrang komt en dat de voorziening stroomopwaarts wordt gestuurd bij overbelasting van de draineerbuizen;

3° de bestanddelen van een individuele zuiveringseenheid of -installatie zijn voorzien van een opening met de vereiste afmetingen en een afneembare stop; ze zijn toegankelijk om te kunnen controleren of de apparatuur functioneert en voor het onderhoud ervan;

4° een controlevoorziening zorgt ervoor dat monsters van het door het zuiveringssysteem behandelde water genomen kunnen worden om de zuiveringscapaciteit ervan te controleren. De voorziening is zodanig ontworpen dat het monster niet besmet kan worden door het regenwater.

De voorziening wordt ofwel geplaatst in een inspectieput vlak na het laatste behandelingselement van de filière, ofwel opgenomen in het laatste behandelingselement van de filière vlak vóór de uitgang van het behandelde water.

De personeelsleden die machtiging hebben om de lozing te controleren, krijgen elk ogenblik en onder alle omstandigheden toegang tot de controlevoorziening;

5° er wordt voorzien in een opvoerpomp als de topografie zwaartekrachtafvoer niet toelaat;

6° het was- of hemelwater dat met oliën of brandstoffen in contact komt, mag niet in een individuele zuiveringseenheid of -installatie behandeld worden, maar wordt afgevoerd via een koolwaterstofafscheider die uitgerust is met een coalescentiefilter en, indien nodig, voorafgegaan wordt door een slibafscheider.

De afmetingen van de inrichting voldoen aan de voorschriften die van kracht zijn;

7° de elektromechanische toestellen die nodig zijn voor de vlotte werking van de individuele zuiveringseenheid of -installatie, zijn uitgerust met een alarmsysteem dat op elke stoornis wijst.

HOOFDSTUK IV. — *Lucht*

Art. 12. De nodige voorzorgsmaatregelen worden genomen om de buurt abnormale hinder te besparen.

HOOFDSTUK V. — *Controle, zelfcontrole, zelftoezicht*

Art. 13. Elke exploitant van een individuele zuiveringseenheid of -installatie zorgt voor de vlotte werking ervan en stelt alles in het werk om de buurt abnormale hinder te besparen.

Het individuele zuiveringssysteem wordt onderworpen aan de controle bedoeld in bijlage IV wanneer het aangesloten wordt en vooraleer het ingegraven wordt. De controle wordt uitgeoefend door de personen of instellingen die de Waalse Regering daartoe gemachtigd heeft.

Art. 14. Om na te gaan of de in bijlage II bedoelde emissievoorwaarden in acht genomen worden, zijn de drie parameters bedoeld in bijlage II het voorwerp van monsternemingen en analyses, minstens één keer om de vijf jaar voor de individuele zuiveringseenheden en minstens één keer per jaar voor de individuele zuiveringsinstallaties.

Voor de installaties worden punctuele monsternemingen uitgevoerd gedurende de maand van het jaar waarin de vuilvracht in het afvalwater maximaal is.

HOOFDSTUK VI. — *Afvalstoffen*

Art. 15. De afvalstoffen worden afgevoerd overeenkomstig de vigerende wetgeving.

De exploitant houdt zich aan alle reglementaire en decretale bepalingen inzake afvalstoffen, met name aan de bepalingen van hoofdstuk V - Informatie betreffende het bezit en de levering van giftige of gevaarlijke afvalstoffen - van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige en gevaarlijke afvalstoffen.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 16. De individuele zuiveringssystemen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit in dienst gesteld werden en toegelaten werden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater en het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, worden geacht te voldoen aan de integrale voorwaarden van dit besluit.

De artikelen 3, 9, 10 en 11 zijn niet van toepassing op de individuele zuiveringssystemen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit in dienst gesteld werden en vroeger aan geen enkele vergunning onderworpen werden.

Art. 17. De artikelen 7, 1° en 2°, 8, § 1, eerste en tweede lid, 9, § 2 en § 4, 10 en 14 van het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater worden opgeheven.

Art. 18. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage I. — *Begrip inwonerequivalent*

De nuttige capaciteit van de individuele zuiveringssystemen voor huishoudelijk afvalwater wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten (i.e.) van de op het individuele zuiveringstelsel aangesloten woning of wooncomplexen.

De minimale capaciteit is 5 i.e.

Er wordt vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht, zowel voor eengezinswoningen als voor wooncomplexen die slechts huishoudelijke afvalstoffen voortbrengen, gelijk is aan een aantal inwonerequivalenten dat gelijk overeenstemt met het aantal bewoners.

Als verschillende woningen op hetzelfde zuiveringstelsel aangesloten zijn, wordt uitgegaan van minimum 4 i.e. per woning voor de berekening van de vuilvracht.

Voor de andere gebouwen wordt het aantal inwonerequivalenten dat overeenstemt met de vuilvracht van het huishoudelijk afvalwater, berekend als volgt :

Gebouw of complex	Aantal inwonerequivalenten (i.e.)
Fabriek, werkplaats	1 arbeider : ½ i.e.
Kantoor	1 bediende : ⅓ i.e.
School zonder baden, stortbaden of keuken (externaat)*	1 leerling : ⅒ i.e.
School met baden en zonder keuken (externaat)*	1 leerling : ⅕ i.e.
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling : ⅓ i.e.
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling : 1 i.e.
Hotel, pension, ziekenhuizen, gevangenissen	1 bed : 1 i.e.
Camping	1 persoon (voorzien) : ½ i.e.
Kazerne, verblijfcamping	1 persoon (voorzien) : 1 i.e.
Restaurant	1 opgediende maaltijd : ¼ i.e. aantal i.e. = ¼ i.e. x gemiddeld aantal maaltijden opgediend per dag
Theater, bioscoop, feestzaal	1 plaats : ⅓₀ i.e.
Sportpark	1 plaats : ⅒₀ i.e.

Voor de met een * aangeduide gebouwen of complexen moet het op grond van de tabel berekend aantal i.e. verhoogd worden met ½ i.e. per personeelslid dat in de instelling tewerkgesteld is.

Voor de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit moet rekening worden gehouden met een eventuele vermeerdering van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage II. — *Emissievoorwaarden*

a) Individuele zuiveringseenheden

Parameters	Concentratie	Referentiemeetmethode (1)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie (2)	70 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Bepaling van de opgeloste zuurstof vóór en na 5 dagen incubatie bij 20 °C +/- 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	180 mg/l O ₂	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen	60 mg/l	Filtrering van een representatief monster door een 0,45µ m-filtermembraan droging bij 105 °C, wegen. Centrifugeren van een representatief monster (minstens 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2 800 tot 3 200 g), drogen bij 105 °C, wegen.
(1) De analyses betreffende lozingen uit bezinkvijvers moeten verricht worden met gefilterde monsters; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in ongefilterde watermonsters mag evenwel niet hoger zijn dan 150 mg/l.		
(2) Deze parameter kan door een andere worden vervangen : totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV5 en de vervangende parameter.		

De numerieke waarden in bovenstaande tabel hebben betrekking op gemiddelden van 24 uren.

b) Individuele zuiveringsinstallatie

Parameters	Concentratie	Minimaal verminderingspercentage (1)	Referentiemeetmethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV5 bij 20 °C) zonder nitrificatie (3)	50 mg/l O ₂	80	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Bepaling van het opgeloste zuurstof vóór en na 5 dagen incubatie bij 20 °C +/- 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	160 mg/l O ₂	80	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen (4)	60 mg/l	90 (4)	Filtrering van een representatief monster door een 0,45 µm-filtermembraan, droging bij 105 °C, wegen. Centrifugeren van een representatief monster (minstens 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2 800 tot 3 200 g), drogen bij 105 °C, wegen
(1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent. Prioriteit wordt gegeven aan de concentratiewaarden; wanneer de concentratiewaarden niet in acht kunnen worden genomen wegens het seizoensgebonden karakter van de activiteit die afvalwater voortbrengt, kan gebruik gemaakt worden van de in verminderingpercenten uitgedrukte voorwaarden.			
(2) Voor de analyse van lozingen uit bezinkvijvers worden gefilterde monsters gebruikt; de concentratie van de totale gesuspendeerde vaste stoffen in de ongefilterde watermonsters mag evenwel niet hoger zijn dan 150 mg/l.			
(3) Deze parameter mag niet door een andere worden vervangen; totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV5 en de vervangende parameter.			
(4) Deze vereiste is facultatief.			

De numerieke waarden in bovenstaande tabel hebben betrekking op gemiddelden van 24 uren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

Bijlage III. – *Conformiteitsattest dat ingevuld moet worden door de leverancier of de installateur van een niet-erkende individuele zuiveringseenheid of -installatie*

Ondergetekende,

- leverancier van het individuele zuiveringssysteem
 installateur van het individuele zuiveringssysteem (het gepaste vakje aankruisen)

<u>NATUURLIJKE PERSOON</u>		
Naam :	Voornaam :	
Straat :	Nr. :	Bus :
Postcode :	Gemeente :	
Tel. :		
<u>RECHTSPERSOON</u>		
Benaming :	Rechtstatuut :	
Maatschappelijke zetel :	Nr. :	Bus :
Postcode :	Gemeente :	
Tel. :		
Identiteit van de ondertekenaar die de rechtspersoon vertegenwoordigt :		
Naam :	Voornaam :	
Hoedanigheid :	Tel. :	

Verklaar op de eer dat het individuele zuiveringssysteem

- geïnstalleerd of geleverd op
 voorzien (het gepaste vakje aankruisen)
geïnstalleerd in :

Adres :

.....
.....

En beheerd door : (naam en adres van de aanvrager van de vergunning)

.....
.....

van het volgende type is : (merk, model, capaciteit)

.....
.....

en voldoet aan de zuiveringsnormen bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering van tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden met een capaciteit van 20 i.e. of minder en voor individuele zuiveringsinstallaties met een capaciteit van 20 à 100 inwonerequivalenten

Opgemaakt te, op

Ondertekening van de leverancier of de installateur

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage IV. — *Controleattest betreffende een individuele zuiveringseenheid of -installatie*

Te richten aan de administratie van de gemeente waar het individuele zuiveringssysteem geplaatst is.

Ondergetekende,

LUIK A. Identificatie van de controleur

1) als het gaat om een controleur of om een daartoe gemachtigde instelling (voor de controle op individuele zuiveringseenheden met een capaciteit van 20 i.e. of minder en individuele zuiveringsinstallaties met een capaciteit van 20 à 100 i.e.)

<u>NATUURLIJKE PERSOON</u>		
Naam :	Voornaam :	
Straat :	Nr. :	Bus :
Postcode :	Gemeente :	
Tel. :		
<u>RECHTSPERSOON</u>		
Benaming :	Rechtsstatuut :	
Maatschappelijke zetel :		
Straat :	Nr. :	Bus :
Postcode :	Gemeente :	
Tel. :		
Identiteit van de ondertekenaar die de rechtspersoon vertegenwoordigt :		
Naam :	Voornaam :	
Hoedanigheid :	Tel. :	
Door de Minister erkend als controleur van een individuele zuiveringseenheid onder nr. of door de Minister gemachtigd om de controle uit te voeren op grond van een overeenkomst gesloten met de rechtspersoon op		

2) Als het gaat om een personeelslid van de gewestelijke administratie

Naam :	Voornaam
Hoedanigheid :	Tel. :

LUIK B. Localisatie van het individuele zuiveringssysteem

Verklaart het individuele zuiveringssysteem met een maximale capaciteit van ...i.e. te hebben gecontroleerd. Het systeem dient voor de behandeling van het afvalwater uit de volgende woning(en) (voor elke woning het adres en de naam van de eigenaar vermelden, alsmede de reële vuilvracht, uitgedrukt in i.e.).

.....

LUIK C Aangifte

Verklaart :

1° kennis te hebben genomen van de aangifte gericht aan de gemeente overeenkomstig de bepalingen van de besluiten genomen overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Eventuele opmerkingen :

.....

2° het in dit formulier geïdentificeerde zuiveringssysteem bij stilstand te hebben gecontroleerd, waarbij alle aansluitingen op de toestellen in vaste positie werden uitgevoerd; het geheel is startklaar voordat de opgravingen worden opgevuld;

Eventuele opmerkingen :

.....

3° te hebben vastgesteld dat het individuele zuiveringssysteem er als volgt uitziet :

(zuiveringssysteem erkend onder referentie of zuiveringsfilière met vermelding van de hoeveelheden of afmetingen, het merk en het model van alle bestanddelen); N.B. : de bestanddelen van de filière, waaronder de inspectieput voor de controle en het circuit voor de afvoer van het gezuiverde water worden aangegeven op een bij dit attest gevoegd schema betreffende de localisatie ten opzichte van het gebouw en de straat. Afvoer via draineerbuizen vereist een doorlatenheidstest en een berekeningsnota betreffende de dimensionering van de doorsijpelingsvoorziening conform de code van goede praktijk.

Eventuele opmerkingen :

.....

4° een afvoerproef te hebben uitgevoerd vanaf elk sanitair toestel in de woning;

Eventuele opmerkingen :

.....

5° (als het gaat om een niet-erkend systeem) een afschrift van het attest te hebben ontvangen waarin de leverancier of de installateur bevestigt dat het gecontroleerde individuele zuiveringssysteem voldoet aan de emissievoorwaarden bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van ... tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden met een capaciteit van 20 i.e. of minder en voor individuele zuiveringsinstallaties met een capaciteit van 20 à 100 i.e.

Eventuele opmerkingen :

.....

Opgemaakt te, op

Ondertekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 tot bepaling van de integrale exploitatievoorwaarden voor individuele zuiveringseenheden en -installaties.

Namen, 7 november 2002.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
 M. FORET